

# «Une situation ingérable»

Léon Bertrand : «On ne peut pas continuer comme ça»

«Situation ingérable»: le député analyse et propose face au problème de la scolarisation des enfants du fleuve et des pays voisins.

Face au problème de la scolarisation d'un nombre sans cesse croissant d'enfants en provenance du fleuve et du Surinam voisin, Léon Bertrand estime qu'il est grand temps aujourd'hui d'engager un débat de fond au niveau des gouvernements pour «**inverser le mouvement**» et mettre en place un programme de constructions scolaires outre-Maroni, financées par l'Etat français. La situation apparaît en effet ingérable avec les moyens limités dont disposent les collectivités locales et l'inspection académique de Guyane. Lui-même ancien enseignant, le député de la 2ème circonscription parle en connaissance de cause.

«Pour l'instant, on se contente en Guyane de construire des classes, sans se poser les véritables questions, commente Léon Bertrand, député de Guyane, et, à Saint-Laurent, nous avons mis cette année 21 classes supplémentaires à la disposition des enseignants et de leurs élèves, et beaucoup d'autres communes ont engagé une course contre la montre pour essayer de régler le problème. On ne peut pas continuer comme ça indéfiniment».

«J'ai eu l'occasion, rappelle-t-il, de rencontrer le recteur ici même il y a deux semaines environ, et je lui ai dit qu'il était temps maintenant qu'un grand débat puisse s'engager. Pas seulement avec les représentants de l'Education Nationale, mais aussi avec d'autres intervenants au plus haut niveau, notamment ceux de l'Etat. En effet, ajouté l'élus de Saint-Laurent, nous ne sommes pas en mesure de maîtriser les problèmes de scolarisation que nous rencontrons, issus en particulier de l'immigration. Je sais que les

plans Alizé qui ont été mis en oeuvre peuvent ralentir le phénomène, mais ils ne suffisent pas et il faut aller beaucoup plus loin.»

«De la même façon, souligne-t-il, qu'on essaye de solutionner le problème de la santé publique en faisant repartir l'hôpital d'Albina, je crois qu'il est grand temps qu'avec l'Etat -ministère de la Coopération, ministère des Affaires Etrangères- on puisse aussi réfléchir sur la façon de mettre en place des constructions scolaires au Surinam. Même si ces constructions doivent être financées au départ par la France, car sinon nous allons nous retrouver dans une situation qui, aujourd'hui déjà, est ingérable.»

«En ce qui me concerne, précise Léon Bertrand, j'ai l'intention, lorsque nous allons engager le grand débat social au parlement, vers le 9 novembre, de me prononcer sur cette question. Il faut absolument que je réussisse à créer une commission parlementaire qui puisse venir ici et réfléchir à cette question. Car nous sommes non seulement submergés sous le nombre, quantitativement on ne résout pas le problème, mais qualitativement, pour ainsi dire, c'est encore pire. Quand je regarde certaines classes de maternelle, sur 28 élèves il y en a une bonne vingtaine qui viennent du Maroni et du Surinam, et peut-être seulement 8 autochtones. Ça paraît sans danger pour l'instant, c'est insidieux, mais dans quelques années ça va être quelque chose que personne ne pourra plus gérer.»

«Je dis donc qu'il ne faut plus se contenter de construire des classes chez nous, mais qu'il faut aller beaucoup plus loin, c'est-à-dire en construire au Surinam. En d'autres termes, il faut inverser le mouvement. C'est un problème global, chaque citoyen doit se sentir concerné et prendre ses responsabilités. Nos structures



sont arrivées à saturation et il ne faut pas aller chercher des enfants à scolariser. Cette affaire est devenue un débat de fond et de très haut niveau, qui n'est

plus simplement du ressort des maires mais de celui des gouvernements.»

Propos recueillis par  
Christophe Simon